

[Quoi de 9 ?]

9 mars 2023

Les 9 infos du mois



À la [1] : femme(s), vie(s), liberté(s)

Il y a chaque 8 mars, l'espoir – ou du moins l'espérance – de pouvoir (enfin) célébrer les progrès des droits des femmes, d'une égalité femmes-hommes plus réelle, d'une diminution significative des violences faites aux femmes. L'espoir d'une société moins sexiste, moins machiste, moins paternaliste...

Puis vient le 9 mars (ou le 5 ou le 12, ou tous les autres jours de tous les autres mois de l'année...) qui nous rappelle son lot d'horreurs, de maltraitements et d'inégalités. Comme si l'homme ne savait se penser qu'en prédateur et ne voyait en la femme qu'une proie appelée à devenir victime.

Inutile de se réfugier dans la tentative de justification simpliste d'une idéologie sous développée manipulée par des gourous religieux masculins dans quelques terres incultes. Les viols, les féminicides, les agressions sont quotidiens partout dans le monde. Et lorsque le gouvernement français initie une réforme des retraites, les premières pénalisées en sont ... les femmes !

Alors, après le 8, il est encore temps d'affirmer le 9 mars (et tous les autres jours de l'année) que toutes les femmes doivent être libres de choisir leur vie, toutes leurs vies et de les vivre en toute liberté, sans pression, sans menace, sans crainte, sans gêne, sans (auto-)censure.

C'est leur(s) droit(s).

Et ce doit être notre devoir à toutes et tous de le(s) faire respecter.

Les [Chiffres] à retenir : 89% des jeunes portent un regard positif sur les petites villes



De là à y vivre, il y a un pas à franchir. Certes c'est envisageable en théorie pour 69 % des jeunes : « envisageable » pour 46 %, « probable » pour 23 %. Mais souvent dans un projet à plus long terme. Pour 38 % ce serait dans les 5 ans à venir, au-delà pour 29 %.

Car les freins existent. À commencer par le risque de ne pas trouver d'emploi dans son domaine d'activité pour les 2 tiers des répondant.e.s. Difficulté à laquelle s'ajoutent celles des transports et des mobilités (pour 45%) et du manque de service de santé (pour 39%).

Une attractivité possible donc mais qui sans développement territorial risque de priver les petites villes de jeunes.

Pour les 16 – 30 ans, « la proximité de la nature, les paysages » (58 %), « la qualité des relations sociales entre les habitants » (38 %) ; « le niveau de sécurité » et « l'offre de logements » (29 % chacun) caractérisent positivement les petites villes considérées d'ailleurs comme en amélioration en particulier pour « la connectivité des réseaux mobiles et internet » pour 29% des répondant.e.s.

Pour aller plus loin

<https://centrehenriagueperse.wordpress.com/2023/02/21/pour-les-jeunes-vivre-dans-une-petite-ville-pourquoi-pas-mais/>

Dans ce numéro

"Femme, vie, liberté"	1
Les jeunes et les petites villes	2
Une modernité lucide	3
Les 30 ans de l'UNSA	4
Les tests de positionnement	5
La syndicaliste	6
Ensemble on fait école	7
À voir, à lire, à écouter	8
À l'agenda	9



Du côté de la [Recherche] : une modernité lucide en Éducation

D'un côté, les anti-modernistes regrettent l'autorité, la tradition, l'intégration sociale et culturelle forte par le biais du mérite républicain.

De l'autre, les modernes prônent l'autonomie, l'individualisme, la culture démocratique.

L'Éducation peut-elle se réduire à cette caricature d'opposition souvent stérile entre deux courants que tout semble opposer, sauf peut-être (et même sûrement) leur ambition pour une Éducation dont l'enjeu est celui du « devenir Homme ». Une priorité pour l'éducation dans son ensemble.

Au travers de l'analyse de l'enseignement de la littérature et de sa distance avec celle-ci dans la construction d'une scolarisation des savoirs, il apparaît que trop souvent encore ce sont les contenus qui sont débattus au détriment des processus. Or ce sont les relations, « les valeurs, les désirs » comme le revendiquait Roland Barthes, qu'il faudrait savoir y insuffler.

Ce qui ne peut se construire que dans une démarche conduisant à « penser de manière critique, en modernes lucides, l'éducation dans un monde incertain et problématique ».

Pour retrouver notre article :

<https://centrehenriagueperse.wordpress.com/2023/02/27/peut-il-y-avoir-une-modernite-lucide-en-education/>

C'est notre [Histoire] : l'UNSA a 30 ans

Le saviez-vous ?

La Fédération de l'Éducation Nationale (FEN), la Fédération générale autonome des fonctionnaires (FGAF), la Fédération de la maîtrise des Cadres de la SNCF (FMC), la Fédération autonome des transports (FAT) et la Fédération générale des syndicats de salariés des organisations professionnelles de l'agriculture et de l'industrie agroalimentaire (FGSDA) sont les 5 organisations à l'origine de la naissance de l'UNSA.

Pour aller plus loin, voir l'article de Benoit Kermaol sur notre site : <https://centrehenriagueperse.wordpress.com/2023/02/10/il-y-a-30-ans-naissance-de-lunsa/>

Le 12 février 1993 naissait officiellement l'Union nationale des syndicats autonomes : l'UNSA.

Pour les 5 organisations constitutives de cette nouvelle union interprofessionnelle, il s'agissait de créer un syndicalisme réformiste rassemblé, fermement attaché à la laïcité, à la République, à la justice sociale, mais aussi à l'indépendance syndicale, aux libertés et à la lutte contre toutes les discriminations.



Cette création s'inscrit dans une période complexe, après la chute du mur de Berlin (en 1989) et donc de l'effondrement du modèle communiste, dans une France dirigée par une gauche en difficulté (fin du second mandat de François Mitterrand) et une droite en reconstruction (elle gagnera d'ailleurs les élections législatives de 1993, conduisant à une nouvelle période de cohabitation).

Les tensions conduisent également à l'éclatement de la FEN avec la création de la FSU et son rapprochement avec d'autres forces syndicales afin de « participer au renforcement d'un syndicalisme au service du progrès social, des salariés, de la démocratie. »

Une histoire toujours en train de s'écrire 30 ans après dans une recherche permanente d'un syndicalisme répondant aux besoins et aux attentes du 21^e siècle.

Pour se [Former] : en seconde, les tests de positionnement confirment les inégalités

En septembre 2022, 700 000 élèves, dont 75 % en voie générale et technologique et 25 % dans la voie professionnelle, scolarisés en seconde dans plus de 4 200 établissements publics et privés sous contrat, ont été évalués en français et en mathématiques. Les résultats confirment trois inégalités de notre système éducatif :

- entre les différentes voies du bac
- entre les établissements publics et privés
- entre garçons et filles.



Pour lire l'analyse des résultats :

<https://centrehenriagueperse.wordpress.com/2023/02/15/test-de-positionnement-en-seconde-des-resultats-contrastes-en-4-tableaux/>

Un peu de [Culture(s)] : la syndicaliste



Après un livre, ce récit est désormais un film de Jean-Paul Salomé, dans lequel Isabelle Huppert interprète avec brio toute la complexité d'un personnage féminin, se battant dans un monde d'hommes autant pour elle que pour sauver les emplois de 5000 salarié.e.s.

Une fiction, qui se veut au plus proche de la réalité, afin d'interroger sur notre société, sur les rapports au pouvoir, sur la justice, sur les difficultés vécues par les femmes, mais aussi sur le syndicalisme.

L'histoire fait froid dans le dos. Une syndicaliste d'une très grande entreprise, agressée et violée, vraisemblablement parce qu'en opposition avec la stratégie industrielle de ses patrons. Car il s'agit d'un fait réel et ni l'agresseur ni les commanditaires ne sont connus à ce jour.

Pour approfondir :

<https://centrehenriaigueperse.wordpress.com/2023/03/02/femme-et-syndicaliste/>

Chez nos [Voisins] et dans le [Monde] : ensemble on fait école "publique"

Le monde a besoin de 69 millions d'enseignant.e.s supplémentaires pour parvenir à l'enseignement primaire et secondaire universel. Les recherches mettent en évidence une profession enseignante surmenée, sous-payée et sous-évaluée. La plupart des gouvernements n'ont pas fait les investissements nécessaires pour fournir le soutien dont les enseignant.e.s et le personnel éducatif ont désespérément besoin ; partout les budgets de l'Éducation sont en baisse.



Fort de ce constat, l'Internationale de l'Éducation initie une campagne pour défendre et promouvoir l'école publique :

<https://www.ei-ie.org/fr/item/27237:la-force-du-public-ensemble-on-fait-ecole-internationale-de-leducation-lance-une-nouvelle-campagne-mondiale>

« La pénurie d'enseignantes et d'enseignants est une conséquence directe de l'imposition de politiques néolibérales ratées : mesures d'austérité, manque d'investissement dans les enseignantes et enseignants et privatisation de l'éducation [...] La charge de travail des enseignantes et enseignants doit être gérable et leurs salaires compétitifs. Nous devons valoriser les enseignantes et enseignants et les respecter, nous devons faire en sorte qu'ils soient au centre des processus décisionnels et nous devons avoir confiance en leur expertise pédagogique ».

David Edwards
secrétaire général de
l'Internationale de l'Éducation

À [Voir], à [Lire], à [Écouter]

La science en podcast



<https://podcasts.ouest-france.fr/emission/1-117-L%E2%80%99C3%A9chapp%C3%A9e-Sciences>

La société inclusive et l'éducation



<https://www.unsa-education.com/magazines/qde-n48-societe-inclusive-et-leducation-dans-tout-ca/>

Le printemps des INSPé : recherche et éducation



<https://www.reseau-inspe.fr/prinspe2023/>

À noter dans [l'agenda]

Le 22 mars 2023

Compétences numériques des enfants, regards de parents, observations de pratiques : parlons-en !

Une journée pour échanger sur les résultats d'enquêtes menées par l'équipe-projet GTNum Enfances Littéracies Numériques auprès d'enfants scolarisés en cycles 2 et 3, de parents, mais aussi d'enseignantes sur le territoire national et pour réfléchir ensemble à des propositions concrètes pour accompagner les enfants dans les usages et apprentissages du numérique.

Organisé par le Centre de recherches sur les médiations (CREM)

Salle Internationale 324, 91 avenue de la Libération - Nancy

Du 24 au 26 mars 2023

44e colloque national de l'AFAE 2023 - Temps et contre-temps à l'école

S'il est une institution qui, de façon à la fois pratique et symbolique, marque le fonctionnement du système scolaire, c'est bien « l'emploi du temps » des établissements. Tout au long d'une année, il gouverne la vie des membres de la communauté éducative, élèves et enseignants au premier chef.

Mais l'emploi du temps n'est pas seulement affaire de chronologie ; il définit aussi les modalités d'occupation de l'espace scolaire, et la structuration des enseignements. Il s'inscrit dans un système de normes, arrêtées nationalement de façon (beaucoup trop) rigoureuse. Il incarne une forme scolaire qui, comme la tragédie racinienne, doit mettre en cohérence le temps (les heures de cours), le lieu (la salle), l'action (les tranches du programme).

Cette organisation annuelle participe d'une représentation temporelle plus large. Celle-ci s'est longtemps caractérisée par la référence à un héritage : l'éducation devait transmettre une tradition, nourrie des grands textes du passé. Elle était aussi retour de permanences : un rythme saisonnier, des rentrées jusqu'aux rites de passage de fin d'année, et scandait de façon sécurisante la vie scolaire.

Situation éminemment problématique pour l'école, qui s'était définie comme culte de la tradition et/ou comme préparation à l'avenir. Que devient-elle quand il n'y a plus de profondeur de champ, quand nous vivons dans l'immédiateté, dans l'échange « en temps réel » qu'appellent nos courriels ou textos ?

Université Paris Cité, campus Grands Moulins, Halle aux Farines

Le 9 de chaque mois, c'est
[Quoi de 9 ?]



Le Centre de Recherche, de Formation et d'Histoire sociale de l'UNSA Éducation

Pour tout contact :
Denis Adam

Délégué général
Centre Henri Aigueperse

87bis, avenue Georges Gosnat
94200 Ivry-sur-Seine
Téléphone : 07 70 74 33 33

Courriel :
centrerechercheformation@unsa-education.org

Plus de lectures, d'informations,
d'analyses sur notre site :

<https://centrehenriaigueperse.com>

Le baromètre UNSA des métiers de l'éducation : 11e édition



Du 5 mars au 5 avril, vous avez une nouvelle fois la possibilité de donner votre avis et de vous exprimer sur votre métier, vos conditions de travail, votre bien-être professionnel.

Devenu une référence dans le secteur éducatif, ce baromètre, dont c'est la 11e édition, permet d'analyser les évolutions des réponses données très largement par un nombre croissant de répondants : personnels de l'Éducation nationale, l'Enseignement supérieur et la Recherche, l'Enseignement agricole, Jeunesse et Sports, de la Culture, et plus largement tous les personnels de l'Éducation au sens large.

Au-delà des 15 questions revenant chaque année, l'édition 2023 s'enrichit d'une thématique intégrant des questions liées au ressenti des personnels sur la mutation numérique, le virage écologique et la crise démocratique. Trois transitions qui marquent particulièrement les métiers consacrés à la jeunesse avec l'essor de l'intelligence artificielle, l'abstention des jeunes lors des dernières échéances électorales, ou le développement de l'éco-anxiété, par exemple.

Le baromètre de l'UNSA Éducation est l'occasion de donner son avis et d'exprimer ses ressentis professionnels.

43 000 collègues y ont participé en 2022.

Voici le lien pour le faire dès à présent :

<https://bar.unsa-education.com/com>

Les résultats seront présentés et analysés à la fin du mois de mai 2023.